

4000 PAROLES POUR L'AN 2000

CONSTRUIRE LA PAIX

La guerre des micros

Fallait-il que l'assemblée "Construire la paix" se tienne dans la salle des arts martiaux ? Peut-être si l'on en juge par la vigueur des débats ou plutôt par l'enthousiasme de ceux, qui parmi les quelque 300 participants, se sont littéralement arraché les deux micros disponibles. Face au public et aux revendications des femmes qui s'étonnaient de n'être pas représentées sur le podium, Aimé Savard, l'animateur, assis juste au dessous de la pancarte "Karaté" eut parfois bien du mal à rétablir le calme dans la salle.

Un débat introduit par les interventions de Jean-Luc Domenach, Président du centre d'études internationales des Sciences politiques, Albert Samuel, membre du Comité international de Pax Christi et Christian Mellon, directeur de la revue Projet. Rappelant la nouvelle donne internationale, la fin du conflit Est-Ouest et la dérive du tiers-monde chacun des "experts" s'est plu à souligner l'enjeu des nouveaux rapports Nord-Sud qui reposent avant tout aujourd'hui sur des impératifs éthiques et non plus stratégiques.

Dans cette assemblée, dont la moyenne d'âge était plutôt élevée, Claire, 15 ans, lycéenne à Toulouse et qui est venue aux Etats généraux avec sa mère et sa grand-mère, partageait le même constat que la majorité des participants. Un constat plutôt pessimiste, comprenant pêle-mêle, la guerre civile en Yougoslavie, le problème des ventes d'armes, le rôle des médias et de l'information et bien sûr, la guerre du Golfe, présente dans tous les esprits. D'autres voix se sont élevées pour rappeler le rôle positif joué par les ONG, l'ONU et les opinions publiques.

Des situations souvent complexes, dans lesquelles Claire a eu du mal à se retrouver. Et les formules à l'emporte-pièce de certains "rapporteurs" ne l'ont pas beaucoup aidée. Face aux "Yaka" et aux "Yfokon", "trouver des alternatives à la guerre est plus important que de la condamner moralement a priori", a affirmé

Christian Mellon. Quant à la réalité sociale et politique de notre pays, "la démocratie ne peut être une fin en soi, a ajouté Jean-Luc Domenach, elle a besoin d'un contenu pour exister".

Pour passer de la "paix imposée" à la "paix construite" il fallait aussi dépasser le constat et tenter d'avancer quelques propositions. Là encore beaucoup d'idées généreuses : "Vaincre la peur", "faire la paix avec ses proches", ou encore "agir sur les élus". Les questions d'éducation et d'information ont aussi retenu l'intérêt des participants. Il a été question de l'action non-violente, de l'engagement des chrétiens dans les institutions et les mouvements pour la paix et bien sûr du rôle des médias. Faisant allusion à une certaine morale judéo-chrétienne qui cherche davantage à éviter les conflits qu'à chercher comment les affronter et les résoudre, quelques-uns ont regretté l'attitude de l'Eglise dans ce domaine.



Après trois heures de débat et d'une "guerre" somme toute pacifique pour prendre la parole, les micros ont été coupés. Claire, quant à elle, n'a pas dit son dernier mot. Après le camp qu'elle a fait cet été, avec un groupe de jeunes "Artisans de paix", elle a bien l'intention de poursuivre la réflexion, afin de "mieux comprendre pour mieux agir".

Laurent Grzybowski



BATIR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE

"La roue de la fortune"? non merci !

Bouillonnement d'idées et de propositions, de rêves dits à voix haute : dans la mini-assemblée sur l'économie solidaire, il fallait aussi apprendre à être solidaires ... de son temps pour permettre à chaque groupe de parler ! Les constats se sont bousculés : augmentation du chômage, rentabilité devenue maître-mot, société où celui qui n'est pas performant est "balayé", comme l'a dit un participant, que faire pour ne pas être des spectateurs impuissants ?

"Il faut renoncer au seul moteur du profit, a dit un groupe, et à l'assistanat qui n'engendre que la dépendance ... Assez de la mentalité des gagners, voire des "killers" ! Assez des émissions comme "La roue de la fortune" et de l'idéologie qu'elles véhiculent", a-t-on entendu sous les applaudissements ... "Pourquoi la solidarité semble-t-elle disparue des entreprises où l'individualisme règne face à la crainte devant l'avenir ? Ras le bol de la consommation à outrance, nous ne voulons plus qu'on fasse de nous des profiteurs malgré nous".... "Et l'Eglise, a lancé le porte-parole d'un groupe, on a l'impression qu'elle s'autocensure lorsqu'elle parle du libéralisme, et que l'abbé Pierre lui sert d'alibi !"

Des griefs, mais aussi des signes d'espoir : "j'ai monté une petite entreprise avec des copains, raconte Yann. Malgré les difficultés, c'est possible de tenir compte de la dimension humaine". "On peut s'engager dans son quartier, dans les associations et dans la politique, éduquer les jeunes aux valeurs de la solidarité et de l'évangile, a-t-on entendu, refuser la ségrégation des pauvres et l'exclusion prônée par le Front national". Là encore les applaudissements ont été nourris. De son côté, Geneviève Jacques, secrétaire générale de la Cimade, insistait sur la nécessité de combattre la "charte de l'antisolidarité" que vient de proclamer le parti de Jean-Marie Le Pen.

"Nous devons refuser d'être seulement des réparateurs de dégâts, mais nous attaquer aux causes, ajoutait-elle. Ne soyons pas les fossoyeurs des espérances déçues !"

Bernard Husson, économiste au Centre international d'études pour le développement local à Lyon, a donné des repaires dans la complexité des mécanismes économiques. Faut-il des richesses ? "Oui, car ce sont elles qu'on peut ensuite partager !" Faut-il stopper les échanges internationaux ? "Le commerce international est inéluctable. La question est de savoir répartir la ri-

chesse dégagée par la vente." Donner de l'argent, est-ce la panacée ? "Non, parce qu'on peut tuer l'épargne locale. Il faut donner en veillant à ne pas casser les mécanismes locaux". Le partage du travail est-il la seule solution ? "Prendre un congé sans solde consacré à la solidarité peut être plus facile à réaliser". L'épargne peut être orientée vers des placements éthiques, "qui utilisent les mécanismes économiques pour des objectifs de justice".

Placements et Sicav éthiques, comptes "Cigale" ont fait un tabac dans l'assemblée, à part égale avec l'engagement dans les associations : "je m'engage à donner de mon temps", propose une retraitée. "Essayons de nous former à l'économie" a dit le rapporteur d'un groupe. Et l'Eglise ? "Qu'elle soit un reflet de la tendresse de Dieu pour les exclus" a rêvé tout haut une jeune femme chaleureusement applaudie. On lui a demandé aussi d'être plus courageuse pour dénoncer l'injustice, de mieux faire entendre sa voix dans les médias et même d'embaucher des chômeurs pour construire les cathédrales de l'an 2000 ! Enfin, de favoriser et soutenir la réflexion des chrétiens dont on venait d'entrevoir la richesse.

"Il faut ramer, ramer toujours, être les "Gérard d'Aboville" de la lutte contre l'exclusion" a conclu Geneviève Jacques. Pas un, pas une dans l'assemblée qui n'était prêt à se jeter à l'eau.

Nathalie Bayer

OUVRIR LES CHEMINS D'UNE ETHIQUE

Appels à la confiance

D'emblée, l'ensemble des participants a souhaité une précision quant à la différence entre l'éthique et la morale.

Pour France Quéré, l'éthique c'est une morale qui se cherche ; la morale c'est l'application de l'éthique à la pratique.

Pour René Simon, moraliste, l'éthique c'est la visée d'une vie bonne dans des institutions justes.

Dans un deuxième temps, les participants ont fait part de leurs échanges. Beaucoup ont porté sur des questions ayant trait à la sexualité. Un reproche sur le discours normatif et trop moralisateur de l'Eglise : les chrétiens sont des êtres responsables. Ils doivent être respectés dans "leur rôle d'acteur moral". "L'Eglise n'a pas confiance jusqu'au bout dans l'homme". Un choix

éthique entraîne toujours une confrontation avec autrui, avec d'autres qui ont une autre éthique, d'autres valeurs. "Nous en prenons de plus en plus conscience" a ajouté France Quéré. "Mais le seul désir de l'autre ne peut être un critère éthique. Doit-on répondre au désir d'une femme célibataire de concevoir par fivette un enfant?"

La confrontation peut aller jusqu'au conflit. Pour R. Simon, le conflit est là pour qu'on négocie, qu'on débatte et qu'on trouve une solution qui soit un moindre mal ou un moindre bien.



Y aura-t-il alors un noyau dur de valeurs auxquelles tout être humain pourrait se référer ? Une sorte de Morale Universelle ? "Oui", répond France Quéré. C'est "Ne me tue pas". Ne fais pas à autrui ce que tu ne veux pas qu'on te fasse. On la retrouve chez les Aztèques, les juifs, les musulmans, les chrétiens. Le Christ en a donné une transcription positive : "Aime ton prochain, comme toi-même".

Pour R. Simon, aucune société n'a inventé une éthique. Il y a des valeurs que l'on reçoit en héritage. Un jour, il y a quelque chose qui ne fonctionne plus. On remet en question ces valeurs, leurs hiérarchies et il faut alors des réponses nouvelles.

Si peu de questions ont touché à l'économie, au politique, les propositions émises par les participants au terme de cette assemblée ont été plus diverses.

Certaines se sont adressées sous forme de revendications à la hiérarchie catholique pour qu'elle reconnaisse les chrétiens comme responsables, qu'elle s'adresse au monde en terme d'appels et non pas d'interdits.

D'autres propositions étaient déjà du domaine du vécu, mais ont été réaffirmées :

- Priorité à la personne sur la rentabilité économique.
- Pour une éthique de la sobriété dans nos comportements (pollution, gaspillage).
- Appel pour prendre des responsabilités dans la vie associative, pour faire progresser la morale.
- Enfin que la Charte comporte une indignation solennelle aux cinquante propositions du Front National.

Marie-Noëlle Gougeon

VIVRE LA MODERNITE

Quel brave nouveau monde !

Modernité, qu'est-ce à dire ? Pour certains, simplement ce qu'on a à vivre ; pour d'autres, ce qui se vit aujourd'hui comme jamais. Tantôt simplement l'air du temps, tantôt ce qui s'insinue dans l'air du temps comme un avenir prévisible. Lorsqu'il s'agit de manifester des refus face à cette modernité, l'ambiguïté est manifeste. Que refusons-nous ? Le monde tel qu'il va ou ce qui dans ce monde s'annonce comme moderne ? Question difficile. Ne risque-t-on pas en confiant ses inquiétudes d'insulter l'avenir ? Faut-il craindre ce qui vient ? Le thème en tous les cas séduisait (peut-être justement parce qu'il était de nature à ratisser large) puisqu'il a rassemblé 658 inscrits. Vaste brassage où les inquiétudes et les motifs d'espérer se heurtaient et se rencontraient parfois dans la même phrase du même intervenant.

Si la modernité inquiète, ce n'est pas tant par son mystère que peut-être simplement parce qu'elle fait souffrir. Souffrance de voir que ceux qui n'entrent pas dans le jeu de cette modernité sont de plus en plus nombreux et de plus en plus incapables de rattraper le train en marche, souffrance parfois, malaise presque toujours face à ce qui apparaît comme une sous-culture insaisissable de la modernité : le règne de l'image, de l'émotif, de la médiatisation à outrance qui éloigne d'une intelligence sereine des choses. La modernité vue sur sa face d'ombre est synonyme d'exclusion, d'anonymat. Un tourbillon mal dominé dont il ne faut pas s'étonner qu'il suscite l'individualisme.

Et pourtant, comme le rappelle à la tribune Jean Delumeau, ce monde tel qu'il est ou plutôt tel qu'il vient, est d'abord un défi. Et ce n'est pas tant un défi dont il faut faire une arme polémique qu'un appel à fournir en Eglise une réponse généreuse. Un acquiescement actif au renouvellement des ministères, à une vraie concertation, à une relance de l'oecuménisme, à une réconciliation entre l'imagination créatrice et la liturgie. Pour René Luneau, ce "oui" à une Eglise naissante n'est pas de l'ordre de l'image, c'est réellement un peuple immense de baptisés qui monte vers le troisième millénaire depuis les terres d'Afrique.

Comment vivrons-nous ce que ces lendemains démographiques nous réservent ? Menace ou promesse ? Saurons-nous vivre le métissage culturel, la décentration des centres ecclésiaux ? Si l'espérance peut cesser d'être un mot pour s'incarner vraiment dans des attitudes, c'est bien là le lieu de son avènement. Nous vivons, dit René Luneau, "une époque prodigieuse puisqu'une nouvelle Eglise est en train de s'enfanter". Apparemment elle s'enfante dans les larmes si l'on en



juge par ceux qui la vivent à la fois comme mère et marâtre, enfantant et refusant de voir grandir ses enfants. Le thème de la modernité rassemble aisément les griefs qu'adressent à l'Eglise ceux qui la voient s'engager dans des démarches régressives.

Un monde nouveau s'annonce, avec ses cruautés mais aussi des exigences nouvelles. La modernité c'est aussi, fut-ce à travers les excès de la médiatisation, la constitution du grand village planétaire, l'horizon démocratique partout présent même si ce n'est justement qu'un horizon, c'est la science imprégnant les conduites, rendant puéril les anciens tabous. Et à travers tout cela ce sont des solitudes désespérément en quête d'une vraie réponse. Mais trop souvent, comme le signalait Patrick Michel évoquant les pays de l'Est, "on demande du sens et on reçoit l'offre d'une norme".

Jean-Pierre Manigne

DEMOCRATIE DANS L'EGLISE

Bienheureux les pauvres laïcs...

Démocratie dans l'Eglise, le débat est loin d'être enterré, si l'on en croit les participants (environ huit cents) plus nombreux que prévu. Un défi s'impose : s'entendre, s'écouter dans une grande salle tout en long qui se prête peu à la convivialité. Une manière en quelque sorte d'expérimenter le dialogue d'abord entre nous.

Dès le départ, on pouvait s'en douter, l'assemblée ne mâche pas ses mots, tant il est vrai que ce débat passionne. Le feu est ouvert. Les participants sont invités à partager sur les signes d'espérance qu'ils voient actuellement dans l'Eglise et sur ce qui pose problème.

On souligne bien sûr les expériences riches et importantes vécues au niveau local : à travers les conseils paroissiaux, pastoraux etc. Mais d'emblée l'accent est mis sur les difficultés, les souffrances rencontrées par les laïcs dans leur engagement paroissial, voire un certain sentiment d'humiliation : "Bien souvent, on nous écoute, mais on ne tient pas compte de notre avis". "Les propositions synodales ne remontent pas aux autorités ecclésiales ou se perdent dans les sables".

On dénonce "la dictature de Rome" quant à certaines nominations d'évêques. L'Eglise institutionnelle semble encore trop loin du monde : "A travers l'histoire, le prêtre a été assimilé au moine, d'où sa difficulté à rejoindre les laïcs dans leurs problèmes quotidiens". On ne donne pas assez la parole aux pauvres et aux ex-

clus. Bref : "Que crèvent les structures ecclésiales et l'Eglise renaîtra"...

Ce point repris par Gabriel Marc sert d'introduction à la deuxième partie : "L'Eglise au sens politique n'est pas une démocratie". Voilà qui peut servir "de paravent et bloquer le processus démocratique pourtant indispensable". La démocratie est "une requête qui a un fondement évangélique". Tout cela passionne visiblement notre auditoire.

L'ambiance de la salle est surchauffée et on se dispute les micros pour prendre la parole et partager des propositions concernant les laïcs eux-mêmes : ce à quoi ils s'engagent, et qui concerne l'Eglise : ce qu'on lui demande. L'idée de promouvoir la formation des laïcs pour qu'ils participent aux décisions ecclésiales revient comme un leitmotiv. Mais aussi : "Une formation à l'écoute, la même pour les clercs et les laïcs" qui apparaît comme un besoin particulièrement urgent. Cela fait ressurgir le problème du dialogue entre mouvements divers au sein des paroisses : "La démocratie doit d'abord se vivre entre nous, de même que nous l'expérimentons dans nos familles et sur nos lieux de travail".

Face au problème du partage de pouvoirs souvent si délicat entre prêtres et laïcs, il est proposé de "créer des instances pour gérer les conflits" car "il n'y a pas de démocratie sans conflits". Dans ce cas, c'est "l'identité du prêtre" qui est souvent en jeu également et au sujet de laquelle il nous faut réfléchir. Quant à l'absence de prêtres qui se fait cruellement sentir : "Il nous faudra choisir des ministres à temps partiel pour une durée déterminée, mais sans discrimination de sexe ou de référence matrimoniale". La place des femmes, celle des jeunes, des exclus a bien sûr été évoquée, sans grande nouveauté toutefois. Bref, il faudrait en quelque sorte "un troisième concile, représentatif, oecuménique, car Vatican II, c'est trop loin". Propos qui fait écho à l'affirmation de Pierre Pierrard, selon lequel "quatre conciles en cinq siècles, ce n'est pas assez." En conclusion, la salle applaudit chaleureusement à une "Béatitude" qui jaillit spontanément du public : "Bienheureux les pauvres laïcs, ils auront tout de même une bonne place dans le Royaume !"

Christine Florence



ETATS GENERAUX DE L'ESPERANCE
23-24 novembre 1991 Saint-Ouen
Document de synthèse des
assemblées partielles.
La rédaction des articles a été assurée
par des journalistes de La Vie.
Secrétariat de rédaction et mise en
page: Mireya Osses et François
Chauvin de Témoignage Chrétien.
Dessins de Coureuil